



# LE PACTE MONDIAL

Pour une entreprise citoyenne du monde



**Pierre Graff**  
*Président  
d'Aéroports de Paris*

## Le Mot du Président

■ ■ Nous avons formalisé nos engagements en faveur du Développement Durable en ratifiant le Pacte Mondial des Nations Unies. Cette adhésion volontaire et pragmatique associe la raison aux valeurs de notre entreprise et en formalise l'éthique.

Le Pacte Mondial renforce nos initiatives et offre par son caractère fédérateur de nouvelles perspectives. Nous nous sommes engagés à en respecter les 10 principes fondamentaux dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la corruption. L'attention que nous portons à notre rôle dans et pour la collectivité comme acteur majeur du rayonnement de la région Ile-de-France est la base de notre politique de responsabilité et de solidarité. Les objectifs du Pacte Mondial entrent en résonance avec cette philosophie. Notre collaboration avec l'ONU est un outil adapté pour développer des partenariats, et renforcer Aéroports de Paris comme une entreprise aéroportuaire de référence dans le monde.

Qu'il s'agisse d'agir en entreprise responsable, de promouvoir des relations sociales de qualité, de favoriser le développement local et de se mobiliser en faveur de l'environnement, Aéroports de Paris s'inscrit dans la démarche de progrès de cette charte. Par l'illustration de certaines de nos actions, j'encourage chacun d'entre nous à souscrire aux principes énoncés ci-après pour l'amélioration et le mieux-vivre ensemble au cœur de notre activité. ■ ■

Pierre GRAFF



Comment une entreprise comme Aéroports de Paris (ADP) peut-elle contribuer à une économie globale plus juste et plus humaine ? En affirmant sa responsabilité sociale dans les domaines où ses activités et celles des acteurs des plates-formes ont des répercussions directes ou indirectes.

Les 10 principes du Pacte Mondial lui en donnent les moyens.

### Droits de l'homme

- Principe n° 1 - Contribuer à la protection et au respect des droits de l'homme.
- Principe n° 2 - Veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme.

### Normes du travail

- Principe n° 3 - Respecter la liberté d'association (syndicale) et reconnaître le droit à la négociation collective (conventions collectives).
- Principe n° 4 - Participer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.
- Principe n° 5 - Aider à l'abolition réelle du travail des enfants.
- Principe n° 6 - Lutter contre la discrimination en matière d'emploi et d'activité professionnelle.

### Environnement

- Principe n° 7 - Adopter une démarche fondée sur le principe de précaution en matière d'environnement.
- Principe n° 8 - Prendre des initiatives pour promouvoir une plus grande responsabilité environnementale.
- Principe n° 9 - Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

### Lutte contre la corruption

- Principe n° 10 - Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Ces principes ont été établis sur la base d'accords universellement acceptés : la Déclaration universelle des droits de l'homme ; la Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail ; la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement ; la Convention des Nations Unies contre la corruption.

**Kofi Annan**  
Secrétaire Général  
des Nations Unies



Photo de Milton Grant, Nations Unies

**■ ■ Vous tous, représentants du monde des affaires aussi bien que des organisations de la société civile, vous devez prendre conscience du fait que vous êtes à l'avant-garde du processus qui conduira à l'avènement de la société mondiale de demain, dans laquelle les marchés doivent certes être ouverts, mais doivent aussi obéir à des règles fondées sur des valeurs communes et sur la solidarité mondiale. Vous êtes les premiers vrais citoyens du monde, et de vos actions et de votre mobilisation dépendent le sens que prendra cette expression et la possibilité qu'auront tous les êtres humains, riches ou pauvres, de bénéficier des avantages de la mondialisation. ■ ■**

Extrait du discours prononcé par Kofi Annan, lors du Forum Economique Mondial de Davos, le 28 janvier 2001







## Un réseau mondial de partenaires

**Le Pacte Mondial\* est une initiative internationale. Il fait appel à la responsabilité sociale des entreprises pour relever les défis de la mondialisation.**

### *Pourquoi le Pacte Mondial a-t-il été créé ?*

Les gouvernements ont reconnu qu'ils avaient besoin des entreprises, des ONG\*\* et des organisations internationales pour harmoniser et réguler les enjeux économiques et sociaux à l'échelle planétaire. Pour le Secrétaire Général des Nations Unies, initiateur du Pacte, les marchés internationaux doivent chercher à s'appuyer sur des valeurs partagées et des pratiques responsables.

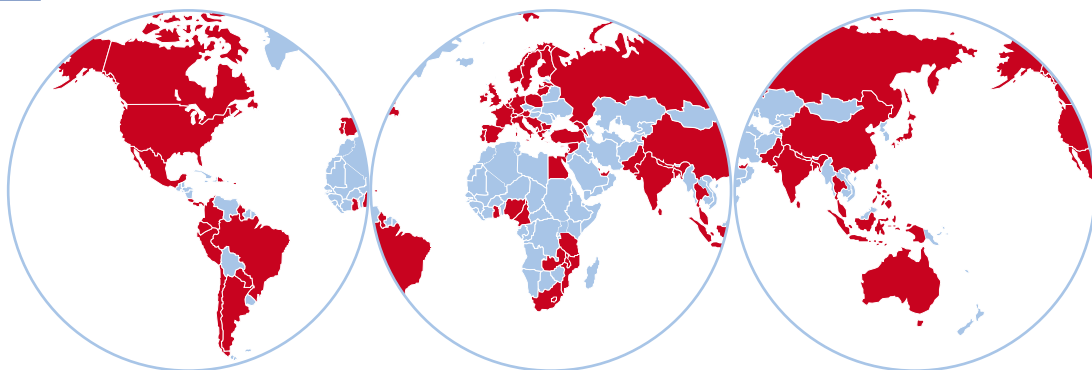
**Quels sont ses objectifs ?** Le Pacte Mondial s'attache à faire adopter et appliquer ses dix principes. Il s'appuie sur l'action collective, en favorisant la coopération

entre les différents acteurs de la société, pour rechercher des solutions aux problèmes posés par la mondialisation.

**Quel est son champ d'action ?** Quatre ans après sa création, le Pacte est présent dans 70 pays, industrialisés ou en développement, et a vu son nombre d'adhésions multiplié par 40. Véritable forum politique mondial, il aide les entreprises à s'inscrire dans une démarche de progrès et leur fournit, par le biais de réseaux décentralisés, un cadre de réflexion et de concertation sur des sujets liés à leur responsabilité civique. Il favorise aussi l'échange de pratiques réalisées en application des dix principes. Ainsi, grâce aux partenariats établis avec les ONG, des actions ont pu être menées, notamment dans la lutte contre le sida.

\* Le Pacte Mondial (Global Compact en anglais) a été lancé officiellement le 26 juillet 2000, à New York au siège de l'ONU. Il se compose du Bureau du Pacte Mondial, ainsi que du Haut Commissariat aux droits de l'homme, du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement), du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et de l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

\*\* Organisations Non Gouvernementales.



**Les pays adhérents au Pacte Mondial :** Afrique du Sud - Allemagne - Antigua et Barbuda - Argentine - Arménie - Australie - Autriche - Bahrein - Bangladesh - Belgique - Brésil - Bulgarie - Cameroun - Canada - Chili - Chine - Chypre - Colombie - Costa Rica - Danemark - Egypte - Emirats Arabes - Equateur - Espagne - Etats-Unis - Finlande - France - Géorgie - Ghana - Grèce - Guyane - Inde - Indonésie - Irlande - Israël - Italie - Japon - Lesotho - Lettonie - Liban - Lituanie - Luxembourg - Macédoine - Malaisie - Malawi - Mexique - Mozambique - Népal - Nigeria - Norvège - Pakistan - Panama - Paraguay - Pays-Bas - Pérou - Philippines - Pologne - Portugal - Qatar - République Dominicaine - Royaume-Uni - Russie - Serbie-et-Monténégro - Sri Lanka - Suède - Suisse - Tanzanie - Thaïlande - Turquie - Zambie.

# La France, leader des adhérents au Pacte Mondial

Début 2003, la France ne comptait que 8 adhérents au Pacte Mondial. Elle figure aujourd'hui au premier rang des entreprises signataires, loin devant les Etats-Unis.

De nombreuses entreprises nationales se sont mobilisées à la suite de la campagne d'information sur le Pacte lancée par le Président de la République, Jacques Chirac. Elles sont rassemblées au sein du Forum des Amis du Pacte Mondial\*.

Par sa position de leader, la France est représentative de la véritable envergure du Pacte, qui s'affirme davantage dans le nombre de personnes qu'il mobilise que dans le nombre de pays ou d'entreprises qui y adhèrent. Ainsi, en France, près d'un tiers des entreprises signataires comptent plus de 2 000 salariés. Autant de personnes capables de relayer la philosophie du Pacte auprès des clients et des fournisseurs de leur entreprise, ou dans d'autres pays dans le cadre d'une activité internationale.

\* Relais officiel du Bureau du Pacte Mondial en France.

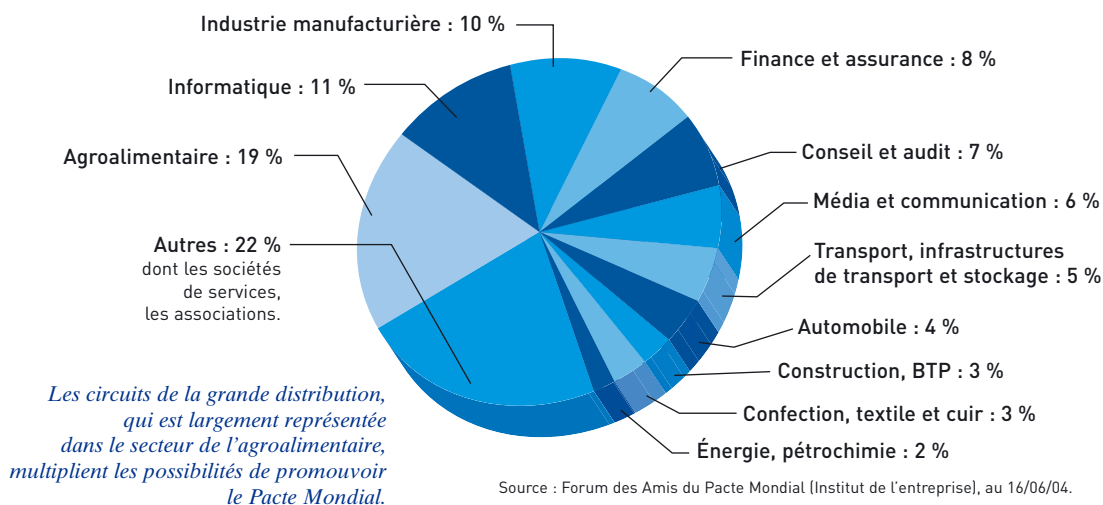
**Bertrand Collomb**  
Président du Forum des  
Amis du Pacte Mondial



■ ■ Le Forum des Amis du Pacte Mondial en France, lancé en janvier 2004, regroupe déjà plus de 350 entreprises. Elles sont de toutes tailles avec une majorité de PME et elles représentent toutes les régions et les métiers français.

A ces entreprises s'ajoutent des grandes écoles et des associations. Le Forum est situé à l'Institut de l'entreprise. Ses premières priorités sont d'aider les entreprises, et en particulier les PME, à remplir leur engagement de rédaction d'une bonne pratique annuelle (antennes régionales et partenariat avec des grandes écoles par exemple), d'organiser la circulation de l'information (site web), ou de mettre sur pied des rencontres entre chefs d'entreprise et ONGs. ■ ■

## Les adhérents au Pacte Mondial en France, par secteur d'activité



Source : Forum des Amis du Pacte Mondial (Institut de l'entreprise), au 16/06/04.



# Droits de l'homme

Principe n° 1

**Contribuer à la protection et au respect des droits de l'homme.**

Principe n° 2

**Veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme.**



En accueillant des millions de passagers (70 millions en 2003) dans ses aéroports internationaux de Paris-Orly et de Paris-Charles-de-Gaulle, ADP met tout en œuvre pour respecter le droit à la sûreté de chacun : application scrupuleuse des réglementations, optimisation des moyens existants et recherche de solutions toujours plus performantes.

Par les installations qu'il met à la disposition des compagnies aériennes, il facilite la circulation des personnes et contribue ainsi au droit à la liberté de se déplacer de chacun.

## Etre attentif à la dignité de chaque passager

Les mesures de sûreté sont souvent perçues comme une contrainte par les passagers : en effet, lors du passage en salle d'embarquement, ils peuvent être soumis à des palpations, invités à se déchausser, leurs bagages peuvent être ouverts et fouillés...

Toutes ces opérations, confiées par l'Etat au gestionnaire de l'aéroport, sont effectuées sous le contrôle des services de police, de gendarmerie et des douanes. Aéroports de Paris veille à l'élaboration et au suivi de procédures qui respectent scrupuleusement la dignité des individus, tout en développant un esprit de prévention tout le long du parcours du passager.

Dans cette optique, les personnes à mobilité réduite font l'objet d'une attention toute particulière.

## Veiller aux droits des personnels des plates-formes aéroportuaires

Travailler sur un aéroport implique d'évoluer dans des locaux sécurisés par des systèmes de vidéosurveillance et dont l'accès n'est possible qu'après vérification des coordonnées biométriques individuelles.

Ces techniques sont toutes mises en œuvre avec l'autorisation de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, et font l'objet, préalablement à leur déploiement, de la consultation systématique des instances représentatives des salariés des entreprises.



**Jean-Louis Blanchou**  
Directeur de la Sûreté, ADP



■ ■ La finalité des mesures de sûreté est de protéger les passagers, leurs familles et tous ceux qui travaillent sur les aéroports. Cet objectif ne doit pas conduire à une réduction des libertés ou à une perte de dignité des personnes. Bafouer ces droits fondamentaux, au nom d'exigences sécuritaires, ce serait faire le jeu des terroristes ! ■ ■



# Normes du travail

Principe n° 3

**Respecter la liberté d'association  
(syndicale) et reconnaître  
le droit à la négociation collective  
(conventions collectives).**

Principe n° 4

**Participer à l'élimination de toutes  
les formes de travail forcé ou obligatoire.**



ADP emploie plus de 8 000 salariés répartis sur le plus grand domaine aéroportuaire d'Europe (14 plates-formes). La communication entre agents, souvent éloignés géographiquement, est facilitée par les réseaux internes de l'entreprise (Intranet et messagerie interne).

En choisissant de mettre ces outils électroniques à la disposition des institutions représentatives du personnel et des organisations syndicales, ADP offre à ces dernières un cadre favorable à l'exercice de leurs droits, et à chacun de ses salariés un accès rapide et direct à l'information. ADP affirme ainsi sa volonté de respecter la liberté d'expression, de communication et d'association.



## ADP ouvre son Intranet aux institutions représentatives du personnel et aux organisations syndicales

A l'ère de la communication électronique, ADP a choisi d'ouvrir l'accès de ses réseaux informatiques aux institutions représentatives du personnel\* et aux organisations syndicales. Compte tenu du caractère évolutif des technologies employées, un protocole d'accord fixant les règles d'utilisation a été signé à titre expérimental et pour une durée déterminée.

Outre la possibilité d'accéder à Internet et de bénéficier d'une messagerie interne, ADP souhaite donner aux institutions représentatives du personnel et aux syndicats les moyens de communiquer avec les agents via l'Intranet de l'entreprise. A cette fin, ADP réserve à chaque institution et organisation un espace spécifique sur son portail, où chacune peut mettre en ligne des informations à destination des salariés, concernant leur mission (comptes rendus de réunions, questions et réponses d'ordre collectif, coordonnées des élus...) ou les activités sociales et culturelles (liste des magasins consentant des remises aux agents ADP, organisation de voyages, infos pratiques du CE...). En s'abonnant librement à des listes de diffusion, les salariés intéressés par un sujet peuvent également recevoir automatiquement, par courrier électronique, les informations correspondantes.

\* Ces institutions se composent des Délégués du Personnel (DP), du Comité d'Entreprise (CE) et du Comité d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail (CHSCT).

*Cette démarche permettra ainsi au Comité d'Entreprise, aux élus Délégués du Personnel et des membres du Comité d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail, et aux Organisations Syndicales Représentatives de pouvoir faire connaître leurs actions auprès de tous les agents d'Aéroports de Paris (ADP) connectés au réseau de l'entreprise, et ce, quel que soit leur lieu de travail.*

Extrait du protocole d'accord sur les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication mises à disposition des Institutions Représentatives du Personnel, signé le 27 janvier 2004 par la Direction Générale d'Aéroports de Paris et quatre organisations syndicales représentatives.





# Normes du travail

Principe n° 5

**Aider à l'abolition réelle du travail des enfants.**

Principe n° 6

**Lutter contre la discrimination en matière d'emploi et d'activité professionnelle.**



L'activité aéroportuaire génère plus de 100 000 emplois directs en Ile-de-France, et offre une grande variété de métiers (près de 200). Pour faciliter l'insertion et l'intégration des populations riveraines au monde du travail, ADP a élaboré des outils permettant d'identifier les besoins au sein des plates-formes, et a initié des dispositifs d'aide.

Ainsi, des observatoires des métiers, de l'emploi et de la formation ont été créés pour définir les évolutions prévisibles en matière d'emploi et de qualification. Et, en 1997, ADP a donné naissance à l'association Papa Charlie, dont l'objet est de mettre un véhicule à la disposition des personnes à la recherche d'un emploi, pour les trajets domicile-travail.

## ADP facilite l'accès à l'emploi

Un véhicule est souvent indispensable pour se rendre sur le lieu de travail. Il peut même, dans certains cas, devenir un critère de recrutement discriminatoire. Sans moyen de transport individuel, un demandeur d'emploi peut se voir refuser l'accès à certaines offres.

Ainsi, dans les zones aéroportuaires, certains postes ne peuvent être attribués qu'à des personnes possédant un véhicule, en raison des horaires de travail matinaux ou tardifs (non compatibles avec les possibilités de transport collectif) ou de la distance séparant les entreprises sur les sites.

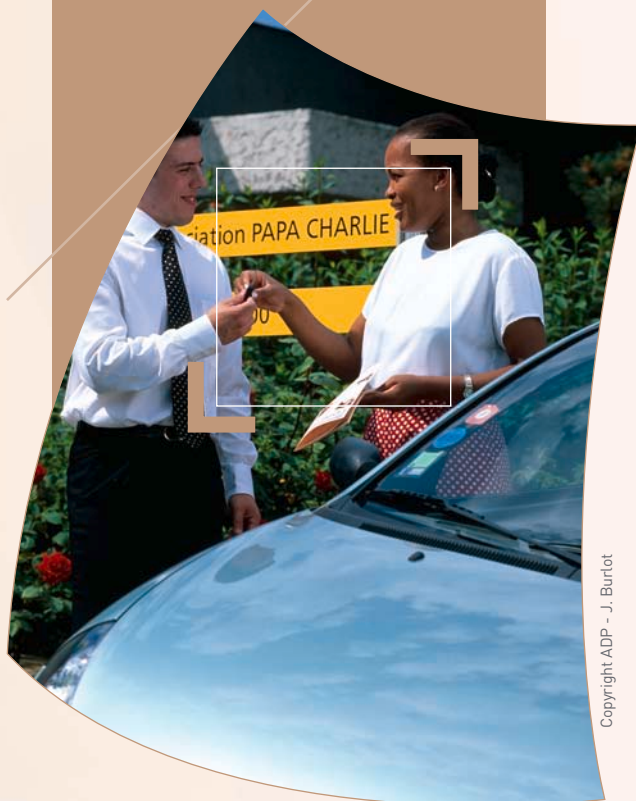
Pour faciliter l'accès à l'emploi aux personnes dépourvues de moyen de locomotion autonome, ADP a mis en place, avec l'appui de l'association Papa Charlie, un service de location de voitures temporaire et à un prix modéré. Ce dispositif est relayé par les ANPE, qui mettent en relation les demandeurs d'emploi sans véhicule avec les employeurs situés dans les zones de Roissy, Orly, et même Rungis. Cela permet ainsi aux entreprises de prendre en considération toutes les candidatures, car elles ont la garantie qu'une voiture pourra être mise à disposition du postulant si cela se révèle nécessaire.

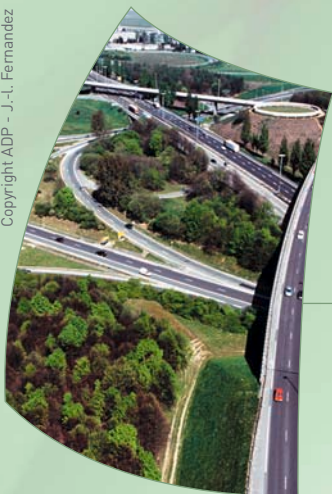
Entre 1997 et 2003, ce dispositif a permis l'embauche de 1 650 personnes sur les plates-formes d'Orly et de Roissy.

**Jean-Paul Bagna**  
Chargé de Mission  
Papa Charlie



■ ■ En 1997, ADP a eu l'idée géniale de créer Papa Charlie, outil d'insertion professionnel qui a su acquérir ses lettres de noblesse et devenir également un outil d'insertion sociale. Je suis fier et ému de promouvoir ce dispositif et ma satisfaction est grande lorsqu'un locataire, père de famille, nous remercie de lui avoir permis d'accéder à un emploi en lequel il ne croyait plus vraiment, et se rajoute le fait qu'il est fier de pouvoir amener à son tour les petits copains de son fils au match de foot. C'est là le réel objectif d'exister pour Papa Charlie. ■ ■





# Environnement

Principe n° 7

Adopter une démarche fondée sur le principe de précaution en matière d'environnement.

Principe n° 8

**Prendre des initiatives pour promouvoir une plus grande responsabilité environnementale.**

Principe n° 9

Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.



En tant que gestionnaire de plates-formes aéroportuaires, ADP doit être capable d'adapter ses infrastructures aux contraintes de l'évolution du transport aérien, tout en continuant à assurer une complète transparence auprès des riverains. Une population qui se révèle de plus en plus sensible tant aux nuisances aériennes qu'aux retombées positives du développement économique de l'activité aéroportuaire.

Pour relever ce défi et garantir la qualité environnementale de ses installations auprès des différents acteurs des plates-formes et des parties prenantes, ADP a choisi d'adopter un système de management qui implique l'ensemble de son encadrement et de ses agents.



## ADP utilise un Système de Management Environnemental

ADP a adopté un Système de Management Environnemental (SME) reposant sur la norme internationale ISO 14001. Cette certification est accordée à l'entreprise à condition qu'elle respecte la réglementation environnementale en vigueur et qu'elle s'engage à trouver, chaque année, des voies d'amélioration dans des domaines aussi variés que la gestion des déchets, des réseaux d'eaux ou des émissions atmosphériques.

L'outil de management s'appuie sur l'usage des nouvelles technologies de l'information, la politique de transparence de l'information et, surtout, la démarche participative des agents ADP. Il permet de mobiliser chaque personne au sein de l'entreprise, dans tous les métiers représentés. L'encadrement et les agents sont ainsi entraînés dans une dynamique de questionnement, destinée à mesurer les enjeux et les responsabilités qui leur incombent en matière d'environnement.

Afin d'affirmer davantage sa responsabilité sociale, ADP souhaite élargir cette démarche à l'ensemble des acteurs des plates-formes, comme les entreprises, les compagnies aériennes, les fournisseurs et les sous-traitants.

**Hervé Denizo**  
Direction des Affaires  
Techniques, ADP



■ ■ *Fédérer l'ensemble des acteurs aéroportuaires au développement durable repose sur la création d'un sentiment d'appartenance commun. C'est dans cette optique qu'ADP a initié plusieurs démarches participatives : forums d'échange, club des partenaires... et des séminaires environnement à l'issue desquels les participants se seront approprié la finalité de la politique environnementale d'ADP, la perception claire de leur contribution et la découverte des synergies possibles par-delà la spécificité des activités de chacun.* ■ ■





# Lutte contre la corruption

Principe n° 10

**Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.**

ADP s'engage résolument au respect strict de ce principe qui fait partie intégrante des valeurs de l'entreprise. Chacun dans son secteur a un devoir de vigilance et d'assistance, en cas de difficulté. ADP travaille à élaborer une traduction plus concrète

encore de ce principe à travers un ensemble de consignes et de bonnes pratiques, conformes à la culture interne et en interface avec l'évolution des exigences de la société française et européenne.

■ ■ *Après la signature [...] de la convention des Nations Unies contre la corruption, le Secrétaire Général de l'ONU, avec l'appui de Transparency International, a proposé aux entreprises adhérentes du Pacte Mondial d'ajouter un dixième principe, celui de la lutte contre la corruption. [...] Ces dernières ont reconnu de manière volontaire qu'elles ont également des responsabilités dans la prévention de la corruption et elles ont pris l'engagement d'agir effectivement contre ce fléau, dont on mesure de plus en plus l'impact dévastateur sur nos économies et sur nos sociétés. [...] Plus que jamais, nous inscrivons au premier rang de nos priorités l'appui que nous pouvons apporter aux uns et aux autres, afin de traduire les engagements pris par la communauté internationale en véritables programmes d'action. ■ ■*



**Daniel Lebègue**  
Président de  
Transparence-  
International (France)

Propos extraits de la lettre d'information  
de Transparency-International (France), juillet 2004.  
[www.transparence-france.org](http://www.transparence-france.org)



**Hubert du Mesnil**  
*Directeur Général  
d'Aéroports de Paris*

■ ■ Afin de renforcer nos bonnes pratiques et de partager nos ambitions avec nos partenaires, il nous incombe d'entreprendre de nouvelles actions, auxquelles j'invite chacun d'entre nous à adhérer pour nous retrouver dans une stratégie globale de l'entreprise qui soit à la hauteur des valeurs que nous faisons nôtres. Parce que le Pacte Mondial rend tout cela possible, je vous le recommande comme cadre de réflexion et d'action. ■ ■



Copyright ADP - J. Burlet/F. Le Gall

**Pour tout renseignement, s'adresser à :**

Elisabeth Ortega  
Chargée de Mission à la Direction  
de l'Environnement et des Relations  
Territoriales d'Aéroports de Paris  
Tél. : 01 43 35 71 18  
Courriel : elisabeth.ortega@adp.fr



# 10 bonnes raisons d'adhérer au Pacte Mondial

- 1 Assumer sa responsabilité d'entreprise citoyenne du monde.
- 2 Participer à la recherche de solutions pratiques aux problèmes relatifs à la globalisation.
- 3 Bénéficier des vastes connaissances de l'ONU sur les questions liées au développement durable.
- 4 Exploiter le pouvoir d'action et d'organisation de l'ONU.
- 5 Etablir des partenariats avec des ONG pour réaliser des projets.
- 6 Accéder à un réseau d'échange d'informations sur les bonnes pratiques et les retours d'expériences.
- 7 Répondre aux attentes de ses salariés en formalisant l'éthique de sa société par l'adoption de principes universels.
- 8 Devenir plus crédible par rapport à la concurrence, dans un contexte où les attentes des consommateurs et des investisseurs en matière d'éthique sont de plus en plus fortes.
- 9 Présenter une image valorisante de l'entreprise.
- 10 Donner à ses actions une dimension internationale, ce qui motive les partenaires et les salariés.



[www.unglobalcompact.org](http://www.unglobalcompact.org)  
[www.pactemondial.org](http://www.pactemondial.org)